

L'AVENIR DE LA MAYENNE

JOURNAL RÉPUBLICAIN DÉPARTEMENTAL

ABONNEMENTS Laval, Mayennais et départements limitrophes... Autres départements, Colonies et Étranger (Union postale)... <i>On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste.</i>	UN AN 5 fr. SIX MOIS 3 fr. 3 MOIS 2 fr. 1 MOIS 1 fr.	Le Numéro 10 centimes	Rédacteur en chef-gérant : Gustave KAVANAGH Rédaction, Administration et Imprimerie : 63, avenue de la Gare, LAVAL	Le Numéro 10 centimes	<i>Les Annonces sont reçues à Paris, dans toutes les Agences A Laval, au bureau du Journal.</i> ANNONCES (4 ^e page) 25 cent. la ligne. RECLAMES (3 ^e page) 50 cent. la ligne. Insertions judiciaires et légales, 30 cent. la ligne. Chronique locale, 2 fr. la ligne. On traite à forfait pour les annonces commerciales paraissant plusieurs fois. Il n'est pas reçu d'annonces à moins de 1 fr. 25 cent., quel que soit le nombre de lignes.
--	---	---	--	---	--

DERNIÈRE HEURE

SERVICE TÉLEGRAPHIQUE

de L'AVENIR DE LA MAYENNE

Paris, le 25 avril, 10 h. matin.

Paris. — Le canon à longue portée a recommencé dans la matinée à bombarder la région parisienne.

Zurich. — Les communiqués allemands annoncent que l'activité sur les champs de bataille de la Lys et de la Somme s'est bornée seulement à des actions locales.

Les Allemands reconnaissent avoir eu un torpilleur endommagé à l'occasion du raid anglais sur Ostende. Ils ne parlent pas des bateaux coulés par les Anglais pour obstruer le chenal.

Rome. — Selon une dépêche de Zurich, des torpilleurs allemands bloqueraient la flotte russe dans la Mer Noire.

AGENCE FOURNIER.

Les causes de la guerre et son enjeu

La Fédération des Industriels et Commerçants vient de publier le manifeste suivant :

Des facteurs multiples ont provoqué la guerre qui désole le monde. Idées, sentiments, ambitions politiques ont contribué à jeter les nations les unes contre les autres. Mais on ne retirera point l'enseignement de cette terrible épreuve si l'on ne se persuade que le conflit est essentiellement un conflit d'ordre économique.

Il a eu des causes économiques. Les ressources économiques des belligérants ont conditionné leur puissance militaire. Et les Allemands sont soucieux par-dessus tout du statut économique que fixera la paix.

Il n'y avait alors qu'un moyen de salut : la guerre.

L'idée s'en imposait à toute l'Allemagne, depuis l'empereur jusqu'au plus humble rural. C'était la force militaire qui, par la victoire de 1870 avait fondé la grandeur allemande, et la nation en gardait le souvenir. Ce serait encore la force militaire qui établirait sur le monde l'hégémonie germanique. On avait échoué les précédents trop lents de conquête pacifique, les armes allemandes allaient efficacement s'employer.

Quelle perspective que celle de la victoire ! L'industrie allemande régnerait sur l'Europe. Français, Anglais, Slaves, Italiens, ne produisant qu'avec l'autorisation de la toute-puissante Allemagne seraient des consommateurs strictement tributaires. L'Europe subirait un régime de vasselage économique qui enrichirait à merveille bourgeois et prolétaires allemands.

Et voilà pourquoi les socialistes voyaient avec enthousiasme les crédits de guerre. Il n'existait pas alors de socialistes minoritaires, plus ou moins adverses aux menées pangermanistes. Haase et Bernstein ont joué depuis lors la comédie de la modération. En face de la victoire ils croyaient certains. Ils n'étaient pas moins militaristes que l'état-major prussien.

Les moyens

La guerre a donc eu des causes économiques. Dans les péripéties de la lutte, c'est également le facteur économique qui a joué le rôle capital.

Il ne s'agit certes pas de déprécier le facteur militaire. Mais dans la guerre moderne, les combattants eux-mêmes utilisent des ressources essentiellement économiques ; il faut que l'industrie fournisse les armées en canons, munitions, engins de toutes sortes. Et il faut que la population civile ait son ravitaillement assuré.

L'Allemagne avait bien compris que le facteur économique commande la situation stratégique. Elle avait besoin, pour ses armées, d'une énorme quantité de fer. Aussi, dès les premières semaines du conflit, s'est-elle hâtée d'occuper solidement la région de Briey, dont le sol enferme d'incalculables réserves de minerai. Le 20 mai 1915, dans un mémoire adressé au chancelier impérial, les six grandes associations économiques allemandes avouaient que, sans le minerai lorrain, la guerre eût été perdue pour l'Allemagne.

Dans toute la conduite de la guerre, on note les préoccupations économiques de nos ennemis. Dans les territoires d'où ils sont contraints de se retirer, ils détruisent de fond en comble les mines et manufactures, ils ravagent les cultures et les bois. C'est parce qu'ils ont la volonté réfléchie de nous affaiblir, de nous ruiner et de nous contraindre à leur acheter, une fois la paix conclue, leurs produits.

A l'égard des neutres, l'Allemagne use des mêmes moyens d'influence. « Le charbon — déclarait le mémoire du 29 mai 1915 — cité plus haut — est un des moyens d'influence politique les plus décisifs ; les États neutres industriels sont obligés d'obéir à celui des belligérants qui peut assurer leur provision de combustible. »

Enfin l'état en guerre a la charge d'organiser le ravitaillement de toute la nation. Plus la guerre dure, plus ces questions se posent avec acuité. Quelles que fussent ses victoires militaires, un Etat belligérant qui ne pourrait nourrir, vêtir, chauffer la population civile serait astreint à la paix.

Un terrible exemple illustre pour nous cette vérité : celui de la Russie.

Si elle a été mise hors de combat, ce n'est pas que ses soldats fussent moins braves ou ses généraux, les Alexeïeff et les Broussiloff, moins habiles que les soldats et les généraux allemands. Elle a été mise hors de combat parce que son gouvernement n'a su ni pourvoir d'artillerie et de munitions l'armée, ni améliorer les transports et nourrir les habitants des campagnes et des cités. Faute de munitions, l'armée russe, en mai 1915, a été brisée sur la Dunajec ; et en 1917, la disette a fait éclater la révolution. C'est pour

son infériorité économique que la Russie a été vaincue.

III

La paix allemande

Lorsque l'Allemagne espérait encore une victoire prompt et complète, elle ne dissimulait guère son ambition, clairement énoncée dans le manifeste du 20 mai 1915 : « Tous les moyens de puissance économique existant sur ces territoires (du Nord et Nord-Est français), y compris la propriété moyenne et la grande propriété, passeront en des mains allemandes. » On ne pouvait plus expressément déclarer les mobiles économiques de la guerre, et le dessein d'asservir et spolier le peuple français. (Voir l'Allemagne annexionniste de Grumbach (Lib. Payot).

Mais le temps passe sans que la victoire se décide. De nouveaux adversaires se lèvent contre l'Allemagne. Si les pangermanistes exaltés ne renoncent pas à leurs convoitises, les socialistes semblent se rallier, plus ou moins catégoriquement, à la paix blanche, sans annexions ni indemnités.

Qu'est-ce à dire ? C'est à dire que les partis de gauche allemands considèrent que l'Allemagne ne peut plus gagner militairement la guerre contre les nations occidentales. Alors ils consentent à traiter, mais à une condition : c'est que le régime économique international favorise les intérêts allemands.

Par l'ordre du jour qu'il a voté le 19 juillet 1917, le Reichstag a demandé « une paix économique, avec la liberté des mers ». La « ligue du peuple pour la liberté et la patrie », qui groupe tous les partis de gauche et que dirigent des économistes, des professeurs, des chefs ouvriers, réclame « une politique étrangère qui assure l'approvisionnement en matières premières et procure des marchés au commerce ». Le fameux financier Helfferich adopte ce programme et, le mois de décembre dernier, spécifie, dans un entretien relaté par le *Nouveau Journal de Vienne*, que les négociations doivent garantir l'avenir économique de l'Allemagne.

Sur ce point tout l'empire est uni. Non seulement les socialistes majoritaires de Sudekum et Scheidemann, mais les minoritaires de Haase et Bernstein exigent « la liberté la plus complète du trafic et du commerce internationaux, le droit d'émigrer et d'immigrer ». Ils repoussent à la conception de l'isolement économique et même de toute ligue économique des États entre eux ».

Dans les pourparlers engagés à Brest-Litovsk, ce souci de l'Allemagne s'est attesté. Ses délégués ont formulé au premier plan des conditions de paix « le rétablissement de rapports économiques réguliers ». Le 24 janvier, devant la Commission autrichienne des affaires étrangères, le comte Czernin, président du Conseil des Ministres austro-hongrois, a fait valoir que les Empires du Centre s'étaient entendus avec l'Ukraine pour reprendre rapidement les relations commerciales. Et le même jour, en réplique aux suggestions du Président Wilson, le comte Hertling, chancelier allemand, s'est proclamé en faveur de la liberté des mers et de la suppression des barrières économiques.

Mais, dira-t-on peut-être, voilà des propositions honnêtes. L'Empire allemand s'est fait le champion de la liberté économique. N'est-ce point de quel contenter les tenants de l'École de Manchester et de la vieille orthodoxie libérale-échangiste ? Que l'opinion publique se garde. En France comme en Angleterre, surtout parmi les socialistes, trop d'esprits sont tentés de se fier à des paroles qui ne sont que des boniments.

La liberté économique à la mode allemande nous savons, pour l'avoir éprouvée, ce qu'elle signifie. C'est, dans la réalité, la liberté pour l'Allemagne de briser, au moyen de la ruse et de la violence, tous ses concurrents.

Le régime d'avant-guerre, qu'on ne s'y trompe pas, serait, sous prétexte de liberté, profondément modifié au profit de l'Allemagne.

Premièrement l'Allemagne compte former, avec l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Turquie et le nouvel État de Pologne, sous le nom de *Mittleuropa* (Lire : *L'Europe centrale Mittleuropa* (Payot) un bloc économique et douanier où elle dominerait sans conteste. Son vif manifeste est d'englober dans cette association la Hollande, la Suisse et la Belgique ou, d'après une communication verbale de von Kuhlmann, elle postule « le droit de développer librement ses entreprises économiques, surtout à Anvers ». Les États slaves de l'Est, où l'Allemagne se propose d'envoyer ses ingénieurs, ses chimistes, ses machines, lui offriront un magnifique champ d'expansion, riche en ressources agricoles et minières encore à peine exploitées ; par le traité qu'en février 1918 elle vient de conclure avec l'Ukraine, elle s'est assurée dans ces régions fertiles pleine liberté de pénétration et d'échange, prélude d'une vraie colonisation et elle compte bien s'assurer les mêmes avantages dans toute la Russie.

Ainsi considérablement renforcée, l'Allemagne reprendrait dans toute l'Europe sa grande entreprise de conquête économique. Tout l'organisme de l'Etat fonctionnerait au service de l'industrie et le dumping sévirait avec une intensité encore inconnue.

Et le dilemme d'avant guerre se reproduirait pour l'Allemagne : évincer et ruiner en quelques années ses rivaux, établir son hégémonie économique sur une Europe vassale et constituer véritablement une nation privilégiée, ou bien sombrer. Dans le premier cas, selon la parole de M. Painlevé, alors ministre de la Guerre, « il n'y aurait plus une heure dans l'avenir où le paysan français sur son champ, où l'ouvrier français dans son atelier ne travailleraient, suivant la vieille expression, pour

le roi de Prusse ». Dans le second cas, pour éviter la catastrophe, l'Allemagne, encore une fois recourrait au seul moyen de salut. Et ce serait de nouveau la guerre.

Les plus qualifiés des Allemands la confessaient. Cette nécessité éventuelle d'une autre guerre occupe leur pensée. Si la conquête économique ne réussit pas, il faut que la guerre, du moins, soit engagée avec toutes les chances de succès. Et, au mois de décembre 1917, dans un mémoire adressé au Chancelier et à Hindenburg, la Société des grands métallurgistes allemands réclament en ces termes l'annexion des bassins de Briey et de Longwy :

« La possession de ces régions est d'une valeur incalculable au point de vue économique, industriel et agricole pour l'Allemagne, en vue d'une guerre future. »

Conclusion

Cette phrase menaçante et révélatrice, il faut la proposer à la méditation de tous les Français. Elle montre pourquoi l'Allemagne tient tant à l'Alsace-Lorraine, où abonde la potasse et le minerai. Elle montre surtout pourquoi les clauses économiques sont les clauses essentielles de la paix que veut l'Allemagne.

Grâce à ces clauses seulement, l'Allemagne pourrait entretenir son rêve de domination. Et, pour réaliser ce rêve, elle mettrait en œuvre, selon la suite des événements, l'invasion pacifique ou la guerre.

Que ce soit pour nous une lumière ! Si nous avions la folie de consentir à la paix blanche et au mensonge de la liberté économique que nous offre l'Allemagne, le passé nous annoncerait l'avenir. Ou bien nous deviendrions un peuple d'esclaves, tributaire de la Germanie. Ou bien, si nous résistions, nous subirions une guerre plus affreuse et sanglante que la guerre d'aujourd'hui.

Le cardinal von Hartmann archevêque de Cologne et Voleur

Entre Chauny et Coucy-le-Château (Aisne) se trouve la commune de Folembray que sa verrière rendait importante. Là, comme ailleurs, les Allemands saccagèrent, incendièrent et pillèrent. Dans cette troupe de bandits le cardinal de Cologne, von Hartmann, s'est fait une place de choix et y a souillé sa pourpre. Ayant demandé au curé de l'endroit M. Vifort, maintenant réfugié en Seine-et-Oise, à voir les ornements de l'église, il admira une étoile qui avait été offerte par le baron de Brigue, maire de la commune et les autres paroissiens. L'avant trouvé de son goût il déclara s'en emparer et l'emporta. Ce von Hartmann n'est pas sans doute éminent comme cardinal, mais il l'est comme voleur. Pour lui, comme pour ses « kamarades » l'heure de la restitution sonnera terriblement. L'histoire apprend qu'il en eut pour toucher au rase de Soissons.

Alliance Républicaine Démocratique Commission Centrale Exécutive Séance mensuelle

Dans sa séance mensuelle de mars, la Commission centrale exécutive de l'Alliance républicaine démocratique a pris plusieurs décisions importantes.

Elle a résolu tout d'abord qu'il serait procédé au renouvellement de ses pouvoirs expirés le 25 janvier 1918. L'élection aura lieu dans la forme et dans les délais prévus par les Statuts. Tout membre de l'Alliance est éligible. Le prochain numéro du Bulletin indiquera aux électeurs et aux candidats la marche à suivre.

La Commission a émis ensuite un avis favorable en principe au projet de réforme électorale soumis à la Chambre et comportant l'élection des députés au scrutin de liste, avec représentation des minorités, sans second tour de scrutin.

Consulté par plusieurs de ses Comités des départements sur le point de savoir s'ils doivent donner leur adhésion à l'Association créée par la Ligue des droits de l'Homme, le Parti socialiste unifié et le Parti radical socialiste en vue de défendre les institutions républicaines, la Commission estime qu'il n'y a pas lieu pour l'Alliance d'entrer dans ce nouvel organisme. La défense nationale doit être l'unique préoccupation des citoyens. La République n'est pas menacée ; la Patrie seule est en danger. Défendre la Patrie et défendre la République, c'est d'ailleurs pour tout groupement vraiment républicain un même devoir.

La Commission tiendra sa prochaine séance le vendredi 26 avril 1918.

Pour la Commission centrale exécutive :
Le Président, membre de l'Institut, A. CARNOT.
Le Secrétaire général, C. PALLU DE LA BARRIÈRE.

Propos d'un Paysan de France

Au lendemain du sacrilège attentat commis à Paris le jour du vendredi saint par les Allemands sur l'ordre de leur empereur, j'ai rencontré notre curé et, comme nous sommes bien ensemble, nous avons causé de l'événement.

— Je ne sais, lui dis-je, si, en face de ce nouveau crime, l'intervention du Pape aurait quelque efficacité. Guillaume II est un grand scélérat, qui a toujours à la bouche le nom de Dieu et qui, au fond, ne croit ni à Dieu, ni au diable. Il se peut que ses complices catholiques, l'Empereur d'Autriche et le roi de Bavière, soient un instant troublés par une sentence d'excommunication lancée contre eux. Mais ils sont trop engagés dans la bataille, ils ont accepté la responsabilité de trop d'abominables choses, pour qu'ils osent désavouer leur allié et leur maître. Pas plus les protestations du Pape que les sanglots et les malédictions de leurs victimes n'arrêteront leur bras : ils iront jusqu'au bout dans la voie maudite où les entraîne la volonté de l'empereur allemand.

— Vous avez peut-être raison, en ce qui concerne ces souverains, répliqua mon interlocuteur. Mais il faut compter aussi avec leurs évêques et avec leurs peuples. Que se passerait-il en Autriche et en Bavière si le Pape excluait solennellement de l'Église l'Empereur et le Roi ; si comme cela s'est vu dans l'histoire il interdisait aux catholiques tout rapport avec eux et s'ils les déliait du serment de fidélité ?

— M. le Curé, vous parlez comme au moyen-âge, répondis-je. Nous vivons à une autre époque et je crois bien que les évêques bavarois et autrichiens ainsi que leurs vassaux s'arrangeraient pour tourner la difficulté, faire échouer le Pape et rassurer leurs fidèles. Mais j'estime, quand même, que Benoît XV ne doit pas rester les bras croisés devant tant d'horreurs et d'impies. Les catholiques de France et des pays alliés attendent de lui un acte. Non pas un télégramme de commisération, comme celui qu'il vient d'écrire, mais une condamnation publique des laches forfaits qui révoltent l'humanité.

— Au point de vue chrétien, le bombardement d'une église, le jour et l'heure où sont commémorés le drame du Calvaire et la mort du Fils de Dieu, est un crime spécial, un outrage voulu aux croyances les plus saintes ; le représentant du Christ sur la terre a l'impuérieux devoir de les flétrir. Il n'y a pas d'Empereurs, ni de Rois qui tiennent. Vous faisiez tout à l'heure appel à l'histoire. Eh bien, il s'est trouvé des Papes qui n'ont pas eu peur de résister aux plus puissants monarques. Que le Pape d'aujourd'hui imite leur exemple. Qu'il ose ; qu'il brave, au nom de son autorité morale, les têtes couronnées : qu'il stigmatise les crimes prémédités de Guillaume II, de Charles I^{er} et de Louis de Bavière. Dieu lui a donné la garde des lieux où l'on prie et des croyants qui s'y recueillent. Qu'il protège ses sanctuaires et qu'il s'élève contre leur dévastation. Qu'il frappe, si haut qu'il le sent, ceux qui les profanent et ceux qui massacrent les fidèles en prières ; qu'il lance contre eux la malédiction divine.

Lors même que sa voix serait sans écho auprès des profaneurs et des assassins, elle serait entendue par l'humanité dont la conscience serait satisfaite.

A cette apostrophe, mon curé ne répondit pas, mais je compris que son silence était une approbation.

Les mercantis qui exploitent nos alliés seront poursuivis

Dans une circulaire qu'il adresse aux préfets, le ministre de l'Agriculture s'élève contre les agissements coupables de certains commerçants qui, profitant de la présence sur notre territoire des troupes américaines et britanniques, leur vendent des marchandises à des prix excessifs et en tout cas bien supérieurs à ceux payés par les consommateurs français.

« Ces pratiques, observe M. Victor Boret, doivent étre d'autant plus réprouvées que, dès que nous demandons aux pays de l'Entente de concourir au ravitaillement, ils se font un devoir de nous venir en aide. Récemment nous avons-nous pas vu les États-Unis accueillir avec faveur notre demande supplémentaire de 30.000 tonnes de produits destinés à parer à certains déficits pouvant résulter de la grande bataille engagée. »

Après avoir rendu hommage aux armées alliées qui combattent à nos côtés pour le salut commun, et tout en admettant les circonstances, le ministre de l'Agriculture ne saurait admettre l'application de traitements différentiels à des hommes qui sont unis à nous par la fraternité d'armes sur les champs de bataille français.

Le gouvernement est d'ailleurs résolu à mettre fin à ces pratiques déplorables et le

DANS LA SARTHE

Les amis de Caillaux

Un certain nombre de conseillers généraux de la gauche du Conseil ont envoyé hors séance une adresse de sympathie à M. Caillaux. Les autres conseillers protestent et demandent que les noms des signataires de l'adresse soient publiés. Il est, en effet, nécessaire que toute la France sache quels sont les hommes qui conservent encore de la sympathie pour M. Caillaux avec l'espoir sans doute de voir revenir ce personnage néfaste au pouvoir.

LA GRANDE OFFENSIVE ALLEMANDE

18 Avril

Londres, 18 avril, après-midi.

Au cours de la nuit, l'artillerie allemande a déployé une grande activité dans le secteur sud du front de la Lys, entre Ginchy et la lisière est de Rebecq. Un violent bombardement de nos lignes entre Locon et Rebecq continuait au lever du jour.

Hier soir, nos troupes ont repoussé des attaques locales dans le secteur de Merris. Des rapports plus détaillés sur les combats d'hier entre la forêt de Nieppe et Wytschaete confirment l'importance des pertes allemandes.

Au sud-est du mont Kemmel, l'infanterie ennemie atterrit en trois vagues et sur un point refoula légèrement notre ligne. La situation se rétablit par une contre-attaque et au début de l'après-midi les Allemands étaient repoussés partout.

Trois assauts déclenchés par l'adversaire, au cours de la matinée, dans le secteur de Baliteul, ont été chaque fois complètement brisés.

Les rapports établissent qu'hier au soir notre ligne restait intacte sur tout le front.

Paris, 18 avril, 23 heures.

Ce matin, nos troupes ont attaqué les positions ennemies de part et d'autre de l'Avre, sur un front de quatre kilomètres, entre Thennes et Mailly-Raneval.

A l'est de l'Avre, nous avons réalisé de sensibles progrès. A l'ouest, nos troupes ont enlevé la majeure partie des bois de Senegat et porté leur ligne jusqu'aux lisières de Castel.

Puis au sud, nous avons atteint les pentes ouest des hauteurs qui dominent l'Avre. Le chiffre des prisonniers que nous avons faits dépasse actuellement 300, dont 15 officiers. Nous avons capturé plusieurs mitrailleuses.

19 Avril

Londres, 19 avril, après-midi.

Les attaques ennemies signalées hier matin au sud du mont Kemmel, ont été repoussées complètement. D'autres assauts lancés par les Allemands dans ce secteur, au cours de la soirée, ont été brisés par nos canons et par nos mitrailleuses.

Sauf une activité réciproque des deux artilleries sur plusieurs points, la nuit a été relativement calme dans tout le secteur britannique.

Au cours de diverses actions de détail, nous avons fait quelques prisonniers, et capturé des mitrailleuses.

Il a été établi que des régiments appartenant à six divisions différentes, ont été engagés dans les attaques infructueuses déclenchées hier par les Allemands dans la région Ginchy-Saint-Venant.

Le combat à Ginchy et ailleurs s'est terminé par l'échec complet de l'ennemi qui, après des assauts coûteux et poussés à fond avec une extrême énergie, n'est parvenu à prendre pied que sur un ou deux points limités dans nos défenses les plus avancées. Il est certain que les Allemands avant l'assaut, ont été extrêmement éprouvés par le feu de notre artillerie et que leurs pertes, au cours de la journée et pendant le combat, n'ont pas été moins lourdes.

Paris, 19 avril, 14 heures.

Bombardements assez violents de part et d'autre dans la région Castel-Mailly-Raneval. Nous avons, au cours de la nuit, réduit

LA BANQUE DE LAVAL

20 et 21, quai Jehan-Fouquet

délivre à ses guichets des

Bons de la Défense Nationale

de 100 fr., 500 fr. et 1.000 fr.

Pour trois mois au taux de 4 0/0
 Pour six mois et un an 5 0/0

Ces Bons sont remis **SANS FRAIS**, au moment même de la demande.

1-3-2366